



Rennes, le 21 décembre 2018

Laurent Rivet
Président
12 place Georges Pompidou
93167 Noisy le Grand

Aux adhérent.e.s de l'association

1

Lettre ouverte à tous les membres de notre association Les Eclaireuses et Eclaireurs de France

Depuis 1911, des femmes et des hommes ont, avant nous, construit l'histoire des Éclaireuses et Éclaireurs de France, histoire dont nous pouvons être fiers, histoire qui nous a conduit à ce que nous sommes et portons toutes et tous aujourd'hui.

Notre souhait le plus ardent est que notre histoire puisse continuer à s'écrire. Que le scoutisme laïque continue à être un repère important pour la jeunesse de notre pays.

Merci à vous toutes et tous qui êtes les forces vives de notre association et qui, tous les jours sur le terrain, faites vivre le scoutisme, vous qui offrez aux enfants, aux jeunes la possibilité de grandir dans les valeurs du scoutisme. Ce magnifique engagement est au cœur de nos préoccupations.

A présent, au regard des communications alarmantes et pétitions qui circulent ces derniers temps, il nous a semblé important de prendre le temps de faire ce point ensemble. En effet, nous -l'ensemble des adhérent.e.s - pouvons nous sentir pris en otages d'évènements que nous ne



L'Association Laïque du Scoutisme Français
Reconnue d'utilité publique depuis 1925
Habilitée à recevoir dons et legs

comprenons pas, de mouvements de revendications dont les causes et les enjeux nous échappent. Tout cela crée aujourd'hui un réel malaise.

Ces communications ont eu un impact sur le fonctionnement de la réunion du comité directeur des 15 & 16 décembre : ces pressions, arrivées de toutes parts, nous ont empêchés de pouvoir travailler avec la sérénité nécessaire à la prise de décisions qui sont aujourd'hui indispensables pour l'avenir de notre association.

Suite à ce week-end, nous voulons vous donner quelques explications et quelques clés de lecture pour comprendre la situation dans laquelle se trouve notre association aujourd'hui, association plus que centenaire, s'il fallait le rappeler.

Aujourd'hui, nous sommes à mi-chemin du mandat donné par l'AG 2018 et beaucoup de choses ont été réalisées et, en particulier, des outils pédagogiques dont la qualité a été saluée par le ministère. A nous maintenant, en régions et dans les groupes, de nous en saisir et de travailler avec les pôles pour avancer ensemble.

A côté de la Commission Administrative et Financière (CAF), dont nous saluons le travail, ont été créées deux autres commissions, du même niveau d'importance que la CAF, : la Commission Gouvernance et la Commission des Méthodes Éducatives (CME).

Ces deux commissions, bien que toutes récentes, ont produit un travail monumental. Remettre ces sujets, la gouvernance et le pédagogique, au cœur de nos préoccupations s'inscrit dans les priorités de notre mouvement et est une volonté forte de notre part.

Comme il a été évoqué, la situation de l'association est préoccupante, et ce depuis plusieurs années. C'est ainsi qu'en 2015, il a été décidé politiquement la mise en place d'une nouvelle organisation salariée. La mise en œuvre de ce chantier, initié par le comité directeur, a été confiée à notre Délégué Général, Saâd Zian, qui a toute notre confiance et notre soutien plein et entier. Et nous ne pourrions tolérer quelque attaque ou remise en cause de sa personne, surtout dans les conditions où cela est fait aujourd'hui.

La poursuite de cette réorganisation salariale est une nécessité. Il est impossible de s'arrêter au milieu du gué. Et pour cela Saâd continuera le travail que lui a confié le Comité Directeur.

Des ajustements, tant au niveau de l'équipe nationale que sur les mises en œuvre opérationnelles

seront peut être nécessaires, les choses ne sont peut être, aujourd'hui, pas encore parfaites mais la ligne est fixée. Les interrogations légitimes des salariés peuvent et doivent s'exprimer mais ces derniers ont à le faire dans le strict respect des procédures de notre association et dans le respect de la loi.

Cette réorganisation est aujourd'hui opérationnelle sur le périmètre des régions. Il reste encore beaucoup de travail, en particulier, en ce qui concerne les Structures Locales d'Activité de périmètre national (les Services Vacances, les Centres Permanents).

En même temps, les efforts consentis par toutes celles et tous ceux qui jouent le jeu des choix

faits en AG (cotisation, contribution, orientations) permettent de noter une amélioration qui a été clairement soulignée (en AG entre autres..).

Nous voulons également ici saluer le travail extraordinaire de la majorité des trésoriers, trésoriers et responsables de structures, qui contribuent, par leur respect de nos règles associatives, à la sécurité et la pérennité de notre association.

Malgré tout, force est de constater que nous sommes encore en grande fragilité et que nous avons à prendre des décisions difficiles.

Cette situation présente est aussi le résultat de dérives de certain.e.s dans les pratiques associatives, hélas.

En effet, si dans leur grande majorité, nos structures s'inscrivent totalement dans nos procédures dans le respect de la loi, nous constatons néanmoins trop souvent des pratiques non conformes à nos règlements qui peuvent aussi pour certaines être non conformes à la législation. Ces dérives nous mettent collectivement en danger. Nous souhaiterions que toutes et tous preniez conscience de ces aspects.

Nous vous devons des informations et vous les aurez. Néanmoins, en fonction des décisions qui seront prises et mises en œuvre, il existe des procédures, des exigences légales qui font que ces informations ne pourront être données en temps réel. La gestion de cette temporalité mise en face des exigences d'informations fera que certaines et certains d'entre vous pourraient en être frustré.es, voire avoir le sentiment que nous cherchons à cacher la réalité. Sachez bien qu'il n'en est rien.

Par ailleurs, nous sommes aussi employeur, nous avons donc le devoir d'assurer les salaires des femmes et des hommes qui travaillent pour l'association. Et, de plus, nous devons également leur assurer la possibilité de se projeter dans l'avenir.

C'est pour cela que des décisions politiques, concernant l'avenir de notre association, ont été prises en assemblées générales, ont été prises par le Comité Directeur, démocratiquement élu par l'assemblée générale et ayant donc toute légitimité pour les prendre.

Le Comité Directeur travaille à l'avenir de l'association. Pour cela, il existe différentes structures pour l'éclairer dans ses choix : Commission Administrative et Financière, Commission aux Méthodes Éducatives, Commissions Gouvernance, Commission de Contrôle, Commission des Conflits.

Ces commissions rendent des avis, mais il est clair que le comité directeur reste libre de ses choix. Et les décisions qu'il prend doivent être mises en œuvre et s'appliquer à tous.

Nous ne pouvons accepter, comme nous venons de le vivre, ces avalanches de communication souvent biaisées, avec des éléments faux, des interprétations et sur interprétations de nos intentions (avant même que nous ne nous soyons positionnés et ayons pris quelque décision que ce soit).

Nous ne pouvons accepter les insultes (comme nous en avons reçu ces derniers jours). Nous ne pouvons accepter des remises en cause, par des groupes de salariés mais aussi par des

bénévoles, de

décisions qui ont été légitimement prises démocratiquement.

Nous ne pouvons accepter les pressions pour influencer, voire empêcher les délibérations qui doivent être votées par des femmes et des hommes démocratiquement et légitimement élus, dans le respect de nos statuts et règlement général.

Nous pouvons être en désaccord, et pour cela il existe des espaces et des moyens de l'exprimer, pour chacune et chacun d'entre nous. Respectons notre démocratie en appliquant nos textes et en nous respectant les uns les autres mais aussi en respectant la loi.

Pour l'avenir, nous pouvons envisager un travail étroit entre les pôles, les régions et les SLA afin de construire collectivement, afin que tous puissent s'approprier les outils produits. De plus, nous vous proposons un grand rassemblement national à l'horizon 2021. Celui-ci, à construire ensemble, sera l'occasion de réaffirmer notre engagement dans un scoutisme laïque fort en développement et fier de ses valeurs mais aussi de fêter une situation encore plus assainie retrouvée. Nous ferons ces propositions lors du prochain Conseil National (CN).

Nous devons pouvoir sortir de cette crise le plus intelligemment possible, dans le respect mutuel. Nous devons collectivement prendre conscience des enjeux pour l'avenir du mouvement. Et pour cela, nous devons tous très certainement nous y investir et savoir nous remettre en cause, pour pouvoir travailler ensemble à la construction de l'avenir, à la reconstruction de notre mouvement, durement malmené ces derniers temps

Et nous devons le faire dans le respect des décisions qui ont été prises collectivement et démocratiquement.

Eclaireusement à toutes et à tous

Laurent RIVET, Président

Laurence Le Berre ,Vice Présidente

Bastien BISSON, Vice Président

Bernard HAMEAU, Trésorier national

Emilie LETELIER, Trésorière adjointe

Marie-Anne De Vreyer, Secrétaire

Tanguy DASSONVILLE, membre du Comité directeur

David JOBBE DUVAL, membre du Comité directeur

Jean-Christophe JOLY, membre du Comité directeur

Bernard PRINCE, membre du Comité directeur

Etienne VIGOUR, membre du Comité directeur

